

6. CONCLUSION

Les démarches visant à supprimer le terme « autochtone » du langage des politiciens ou d'autres catégories de citoyens intéressés par la politique dans leur pays, où qu'ils se trouvent, n'est vraiment pas une stratégie de traitement efficace de conflit. Il y a même risque que le problème autour de cette interdiction soit qualifié de « faux débat ». Etant donné que les personnalités briguant des mandats politiques sont de plusieurs catégories, parmi lesquelles nous trouvons des députés ou parlementaires, représentants directs des communautés (dont celles des autochtones) au sein du pouvoir public et législateurs, l'insistance sur l'interdiction du terme « autochtone » est sans objet et sans base juridique. On ne peut pas en faire une loi.

C'est vrai, des intellectuelles se livrent de fois à certains pléonasm¹ pour ajouter des sens péjoratifs ou suggestifs à certains termes, avec une visée d'instrumentalisation ou d'intoxication d'autres citoyens. Mais un engagement dans la lutte contre l'autochtonie doit être suffisamment documenté et probant, quant aux incidents malheureux vécus ou aux blocages qui puissent exister devant des initiatives d'intérêts inter communautaires ou nationaux, à cause de l'usage du terme « autochtone ». Par contre, au sein des Etats instables ayant expérimenté des conflits transfrontaliers ou transposés d'un pays à un autre, il y a une grande probabilité que l'engagement dans un combat contre l'autochtonie soit une recherche de bouc émissaire. Ce combat peut refléter un signe d'hypocrisie au sein de l'élite intellectuelle concernée, une élite qui manque le courage de nommer le mal par son nom. Il résulterait même d'un besoin de positionnement politique pour les uns, et d'une réalité d'allégeance des autres dans un contexte de laxisme ou de naïveté.

Quels que soit leurs rangs, des gens se font prendre en otage dans des portions de pouvoir, pourtant éphémères, jusqu'au point de sacrifier des communautés entières et des générations futures. Cet aveuglement les rend imprudents jusqu'au point de ne plus se rendre compte que leur propre mauvaise compréhension ou manipulation de termes dits « à bannir » peut être suicidaire. Ceci veut dire que lorsque ces termes sont combattus avec précipitation ou légèreté, il y a risque de fausser les démarches vers une paix durable. Eh bien, certaines stratégies peuvent paraître comme étant celles de traitement de problèmes ou différends, alors qu'elles en ajouteront nécessairement d'autres ou en prépareront un terrain propice pour la tyrannie, avec toutes les autres conséquences qui peuvent s'en suivre.

La lutte contre l'autochtonie n'aurait rien de commun avec les vrais besoins du peuple. Elle peut donc être perçue comme une stratégie de conquête ou d'assujettissement. Elle est en plus susceptible d'engendrer aussi bien des frustrations que des déniés faces aux droits socioculturels et économiques dont doivent jouir des communautés et générations futures. Ces droits sont légitimes, ils sont reconnus au travers des dispositions légales domestiques dans biens des pays, ils sont d'ailleurs protégés par le Droit International pour tout peuple concerné à travers le monde. Lutter contre l'autochtonie est un acte de tyrannie et ne peut donc pas promouvoir la paix, la sécurité et le développement durable.

¹ Un **pléonasm** est un terme ou une expression qui répète ce qui vient d'être énoncé.